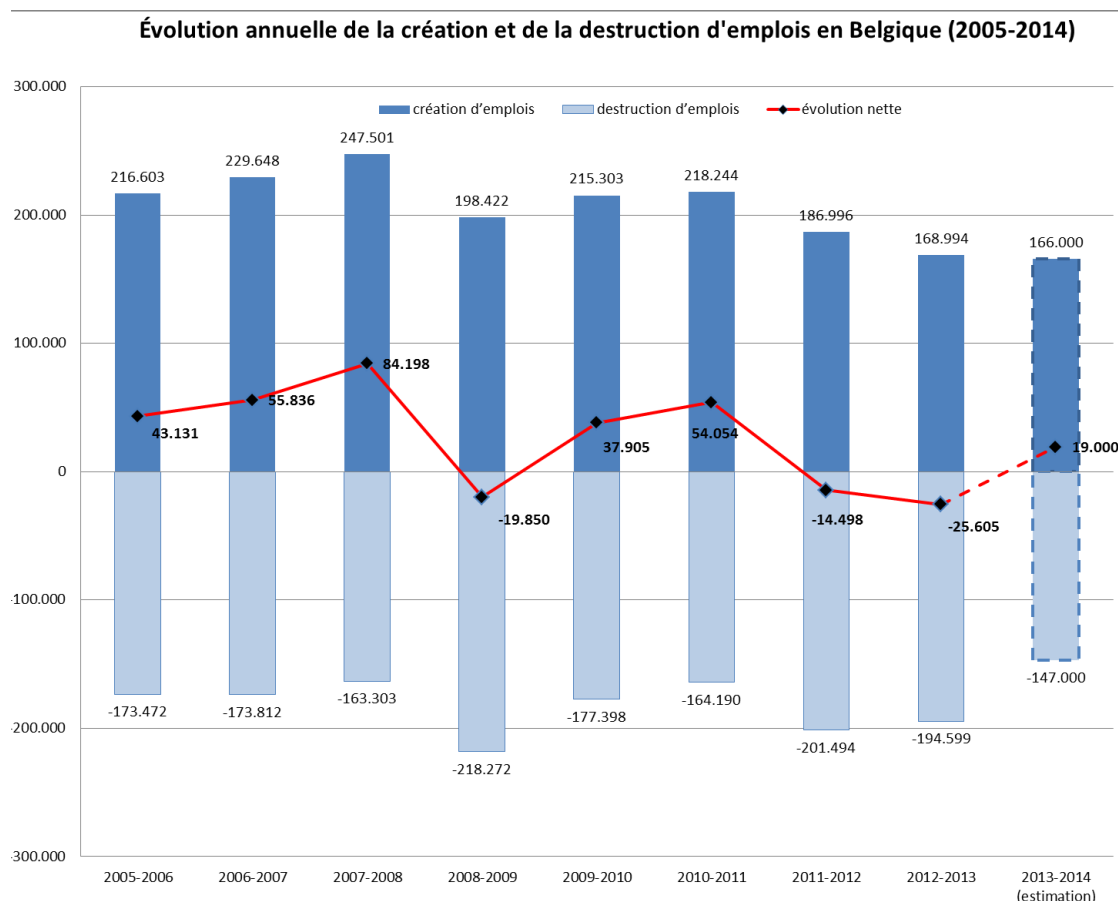


DynaM - Communiqué de presse du 27 octobre 2014

La création d'emplois atteint un nouveau plancher

La création d'emplois se trouve au centre des récentes déclarations de politique générale, qu'elles soient européennes, fédérales ou régionales. Cet intérêt du monde politique est capital, comme le montrent les dernières données sur les flux de créations et de destructions d'emplois sur le marché de l'emploi belge. La création d'emplois a effectivement atteint un nouveau plancher.

Voilà ce qui ressort des données les plus récentes de DynaM, une collaboration entre HIVA-KU Leuven et l'ONSS, dont l'ambition est d'étudier les dynamiques sur le marché belge du travail.



Source: ONSS, ONSSAPL et Dynam-Belgium.org

La crise sur le marché du travail est due au manque de nouveaux emplois

En 2012-2013, l'emploi a de nouveau reflué, en raison d'une nouvelle chute du nombre de nouveaux postes créés. Au cours du deuxième creux de la crise, le marché belge du travail a créé 30 000 emplois de moins que durant le premier creux. Entre juin 2008 et juin 2009, malgré la perte de 218 000 emplois, 198 000

nouveaux postes ont été créés. Pendant le plancher du deuxième creux, entre juin 2012 et juin 2013, le nombre de nouveaux emplois n'était que de 169 000, soit le niveau le plus faible sur la dernière décennie.

Une timide reprise a été constatée durant la dernière période en date (juin 2013-juin 2014), essentiellement à la faveur d'un ralentissement des pertes d'emplois, qui ne s'est toutefois pas accompagné d'un nombre significatif d'emplois créés, comme cela a été le cas entre 2009 et 2011. Le marché de l'emploi n'a d'ailleurs jamais pu retrouver son niveau d'avant la crise. Par rapport à la période juste avant la crise (2007-2008), la progression est inférieure de 64 000 emplois nets.

Le deuxième creux n'enfoncé pas seulement les planchers atteints lors du premier creux, il s'avère bien plus important que ce que pouvait laisser présager la conjoncture. Cela prouve que la crise économique agit à retardement sur le marché du travail.

La création d'emplois est moins concentrée sur quelques grosses entreprises que la destruction d'emplois

La perte d'emplois dans certains secteurs et entreprises n'est pas contrebalancée par la création de nouveaux postes ailleurs. Pendant la période 2012-2013, 43 entreprises ont à elles seules causé 20 558 pertes d'emplois (soit une moyenne de 478). Il s'agit des cas les plus médiatisés de licenciements de masse. Ces énormes destructions d'emplois n'ont pu être compensées que dans une mesure limitée par les entreprises ayant créé de nombreux emplois. En 2012-2013, seules 15 entreprises ont créé au moins 200 emplois, soit un total de 6 375 postes. L'année qui a précédé la crise (2007-2008), 47 entreprises avaient fait de même, pour un total de 28 562 postes.

Pour inverser la tendance, il serait opportun d'attirer de grands investisseurs, mais aussi d'encourager les petites prises de participations dans des entreprises existantes ou à créer, qui pourraient alors proposer un nombre suffisant de nouveaux emplois.

Le recul de l'emploi provoqué par le non-remplacement des travailleurs sortants

Alors que la création d'emplois stagne à un faible niveau, voire poursuit son recul, certains secteurs se remettent à licencier. C'est notamment le cas de l'industrie, de la banque et de l'assurance, bien que le nombre de travailleurs sortants soit rarement supérieur à celui de l'année précédente. Prenons l'exemple de l'industrie. Le taux de destruction d'emplois a grimpé de 4,4% à 5,4%, tandis que le taux de création d'emplois passe de 3,7% à 3,0%. Le taux de sorties demeure stable (hausse de 11,5% à 11,6%), alors que le taux d'entrées s'est effondré (de 10,6% à 8,9%). Le secteur des banques et de l'assurance vit une situation analogue. Si la création d'emplois reste faible (2,7% contre 2,8% il y a un an), les pertes d'emplois ont repris (de 3,3% à 4,4%). Le taux d'entrées chute de 9,6% à 8,0%, alors que le taux de sorties reflue quelque peu (de 10,1% à 9,5%). En particulier, le nombre de recrutements a régressé. L'augmentation de la destruction d'emplois est essentiellement le fait de départs naturels. Les travailleurs sortants ne sont en effet pas remplacés, ou ne le sont qu'à peine.

Durant la période 2012-2013, si les taux d'entrées chez les hommes et les femmes étaient identiques (15,9%), le taux de sorties des hommes affichait un niveau bien plus élevé que chez les femmes (17,3% pour les hommes contre 15,8% pour les femmes). La plus grande proportion d'hommes parmi les travailleurs les plus âgés explique en grande partie cette situation. L'écart net entre les taux d'entrées et de sortie conduit à une perte d'emplois de 1,4% chez les hommes. En revanche, l'emploi est stable chez les femmes (+0,1%). À signaler que, sur la période 2006-2013, la différence des taux de sorties entre les hommes et les femmes demeure presque constante, tandis que la différence des taux d'entrées entre les hommes et les femmes a fortement fluctué. Au cours du premier creux de la crise, la différence des taux d'entrées entre les

hommes et les femmes a connu un pic (18,2% pour les femmes et 16,3% pour les hommes), avant de disparaître pendant le deuxième creux.

La crise freine "le churning" autrement dit la mobilité à nombre de postes de travail constants

La baisse de la dynamique des travailleurs affaiblit également la mobilité sur le marché du travail. Ce phénomène est appelé 'excess turnover': il s'agit de la part de la rotation du personnel qui, dans le cadre de la création de nouveaux postes, n'est pas strictement nécessaire. Ainsi, durant la période 2012-2013, le nombre de mouvements de travailleurs ayant trait à un changement d'emploi s'élevait, sur l'ensemble des postes existants, à 23 par 100 travailleurs, contre 27,2 l'année avant la crise (2007-2008).

Certes, une politique 'douce' de départs naturels limite le passif social, mais elle entraîne surtout une chute de la mobilité, qui est un élément crucial pour le bon fonctionnement du marché du travail.

L'âge auquel les travailleurs âgés quittent le marché du travail est en hausse

Les jeunes et les plus âgés affichent une dynamique toute différente. Cette conclusion nous est apparue par la simple analyse des flux entrants et sortants vers ou à partir de l'emploi salarié, du taux net d'entrées (pour les plus jeunes travailleurs) et du taux net de sorties (pour les travailleurs plus âgés). Le taux net d'entrées chez les plus jeunes est fortement tributaire de la conjoncture. En ce qui concerne les travailleurs plus âgés, nous assistons à un glissement de l'âge de la sortie de l'emploi salarié. La part du flux net de sorties chez les 55-59 ans chute, à l'inverse des 60-64 ans, surtout depuis la période 2009-2010.

L'étude DynaM permet de remettre en perspective quelques idées reçues parmi les plus répandues en matière de mobilité et de dynamiques sur le marché de l'emploi belge. Des rapports complets et des indicateurs de base sont disponibles à l'adresse www.dynam-belgium.org.

Les entreprises et secteurs qui souhaitent comparer les dynamiques propres à leur marché du travail avec celles d'autres secteurs peuvent contacter :

HIVA-KU Leuven: prof. Ludo Struyven ▪ 0485 16 08 86 ▪ ludo.struyven@hiva.kuleuven.be

ONSS: Peter Vets ▪ 02 509 31 43 ▪ peter.vets@rsz.fgov.be

Pour davantage de chiffres, graphiques et commentaires, consultez :

- Release 2014 de DynaM. La dynamique des travailleurs sur le marché de l'emploi belge. Juin 2012-juin 2013
- Analyse DynaM d'octobre 2014.

DynaM est né de la collaboration entre HIVA-KU Leuven, l'ONSS et Federgon, dans le cadre d'une chaire parrainée par Federgon, dont l'objectif est d'étudier les dynamiques sur le marché de l'emploi belge. Les indicateurs de DynaM se basent sur les vastes ressources administratives mises à disposition par l'ONSS (Office national de sécurité sociale) et l'ONSSAPL (Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales), qui concernent près de 99 % des employeurs et des travailleurs belges. Ces indicateurs ont été définis conformément aux directives de l'OCDE et d'EUROSTAT. Nos données sont régulièrement actualisées ou complétées par des données historiques.

DynaM publie ses données, rapports et commentaires sur son site Internet, à l'adresse www.dynam-belgium.org.